



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 24 septembre 2019

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2019 – 136 ADOPTION MODIFICATION DE STATUTS CAPG

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2019, s'est réuni le mardi 24 septembre 2019 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Philippe WESTRELIN, Patricia ROBIN, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Nicole NUTINI, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Ali AMRANE, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Stéphanie MANDREA, Imen CHERIF, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Ludovic BROSSY, Damien VOARINO, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Jean-Marc DEGIOANNI, Mireille BANCEL, Jean-Paul CAMERANO, Brigitte VIDAL.

PART EN COURS DE SEANCE :

- Madame Jocelyne BUSTAMENTE
(Prend part aux délibérations N°136 à N°146 et N°170 à N°178)
- Madame Mireille BANCEL (Prend part aux délibérations N°136 à N°157)

ABSENTS EXCUSES :

- Madame Valérie DAVID
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE
- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Monsieur Franck BARBEY
- Monsieur Guillaume MELOT
- Madame Magali CONESA
- Madame Frédérique CATTART
- Madame Corinne SANJUAN

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

- Madame Valérie DAVID à Madame Nicole NUTINI
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE à Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Madame Mélanie ZARRILLO
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Claude MASCARELLI
- Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
- Monsieur Guillaume MELOT à Madame Anne-Marie DUVAL
- Madame Magali CONESA à Madame Mékia Noura ADDAD
- Madame Frédérique CATTART à Monsieur Paul EUZIERE
- Madame Corinne SANJUAN à Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2019,

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2019 - 157 ACQUISITION D'UN LOCAL 16 RUE CHARLES NEGRE

**2019 – 166 CONTRAT ENFANCE – JEUNESSE
APPROBATION DU NOUVEAU CONTRAT**

Questions diverses :

/

DU 24 SEPTEMBRE 2019

ADOPTION MODIFICATION DE STATUTS CAPG

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Les actuels statuts de la CAPG, ne prévoient pas dans le bloc des compétences obligatoires, les trois compétences suivantes : eau, assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines, devant entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2020. De plus, la CAPG souhaite contribuer au développement de formations d'excellences favorisant l'attractivité de son territoire, notamment par le déploiement du projet du campus territorial multi sites .Cette action consiste à intervenir, dans le respect des codes en vigueur, dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, mais la CAPG ne dispose pas de compétence lui permettant de pouvoir agir sur cette thématique. Enfin il convient, en complément de la mise en conformité réalisée en date du 14 décembre 2018 qui avait pour but d'intégrer dans les compétences de la communauté « le suivi de la démarche SAGE», d'ajouter « le suivi de Natura 2000 Gorges de la Siagne». La CAPG propose une modification générale de ses statuts.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
AMENAGEMENT	AVEC INCIDENCE FINANCIERE	

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5211-5-1, L.5211-17, L.5211-20, et L 5216-5 ;

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n°04-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2015 arrêtant les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 21 mai 2019 arrêtant la modification des statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Vu la délibération DEL2015-132 du conseil de communauté d'agglomération du Pays de Grasse passée en date du 22 septembre 2015 adoptant les statuts de la Communauté ;

Vu la délibération DEL2018-201 du conseil de communauté d'agglomération du Pays de Grasse passée en date du 14 décembre 2018, modifiant les statuts de la communauté par une mise en conformité suite à l'adhésion du SIIVU au SMIAGE,

Considérant que par délibération du conseil de communauté DEL2015-132 du 22 septembre 2015, la communauté d'agglomération s'est dotée de statuts précisant réglementairement ses compétences et domaines d'interventions;

Considérant qu'au regard de la proximité de cette procédure d'adoption et de la promulgation de la loi NOTRe en 2015, la CAPG en accord avec ses communes membres, avait décidé d'anticiper dans ses statuts, les différentes dates de prises d'effets de nouvelles compétences ou de leurs modifications en application de cette même loi ;

Considérant que cette anticipation avait pour effet d'éviter de démultiplier la procédure de mise en conformité statutaire, procédure lourde pour les entités concernées, mais qui, à ce jour, confère aux statuts un manque de clarté et d'harmonisation ;

Considérant en outre, que les actuels statuts de la CAPG, ne prévoient pas dans le bloc des compétences obligatoires, les trois compétences suivantes : eau, assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines, devant entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant de plus, que la CAPG souhaite contribuer au développement de formations d'excellences favorisant l'attractivité de son territoire, notamment par le déploiement du projet du campus territorial multi sites;

Considérant que cette action consiste à intervenir, dans le respect des codes en vigueur, dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, mais que la CAPG ne dispose pas de compétence lui permettant de pourvoir d'agir sur cette thématique;

Considérant enfin qu'il convient, en complément de la mise en conformité réalisée en date du 14 décembre 2018 qui avait pour but d'intégrer dans les compétences de la communauté « le suivi de la démarche SAGE», d'ajouter « le suivi de Natura 2000 Gorges de la Siagne»;

C'est la raison pour laquelle, la CAPG propose une modification générale de ses statuts qui vise à:

- rendre les statuts conformes aux textes en vigueur en ajoutant dans ***l'article 4 des statuts – Compétences/ Compétences obligatoires***:
« A compter du 1^{er} janvier 2020, ajout des trois compétences obligatoires suivantes : « l'eau », « assainissement des eaux usées » et « gestion des eaux pluviales urbaines » », avec une prise d'effet au 1^{er} janvier 2020 pour ces 3 compétences.
- rendre les statuts conformes aux compétences réellement exercées :
 - ✓ ***dans l'article 4 des statuts-Compétences/ Compétences facultatives*** ajouter « Développement de l'enseignement supérieur et de la recherche » habilitant la CAPG à pouvoir intervenir dans le projet du campus territorial, et ce, dans le respect des codes en vigueur notamment de l'éducation.
 - ✓ ***dans l'article 4 des statuts- Compétences/ Compétences facultatives-« Actions en faveur de la gestion de l'eau hors GEMAPI »***, ajouter la compétence «le suivi de la démarche Natura 2000 des Gorges de la Siagne»

- ✓ en modifiant **l'article 6 des statuts - « Modalités particulières »**, précisant la possibilité pour la CAPG d'intervenir dans l'assistance aux communes notamment en matière de Délégation de Maîtrise d'ouvrages déléguée
- rendre les statuts plus lisibles et harmonisés, notamment en supprimant les compétences inscrites qui ne sont plus valables et/ ou inactives à ce jour :
 - ✓ dans **l'article 4- des statuts –Compétences/ Compétences facultatives- « Actions en faveur de l'environnement »** : suppression de « *Entretien et valorisation du lac des mimosas* »
 - ✓ **dans l'article 4 des statuts- Compétences** – supprimer: « *Compétences obligatoires du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016* » ; « *Compétences obligatoires du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017* » ; « *Compétences optionnelles du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016* » ;

Considérant, conformément aux articles L.5211-17 CGCT et L5211-20 du CGCT, que pour être adopté, le projet de modification des statuts doit recueillir l'avis de l'EPCI et des Communes membres par délibération concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux, dans les conditions de majorité requises pour la création de l'EPCI ;

Considérant que le conseil municipal de chaque membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la date de notification au maire de la commune de la délibération de l'EPCI pour se prononcer sur ces statuts, et qu'à défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable;

C'est pourquoi, il est proposé d'adopter le projet de statuts modifiés tels que présentés et joints en annexes;

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 septembre 2019,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 septembre 2019,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les modifications statutaires tels qu'indiquées ci-dessus;
- **APPROUVER** les nouveaux statuts ci-après annexés.
- **NOTIFIER** la présente décision à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,
- **CHARGER** Monsieur le Maire de notifier cette décision à Monsieur Le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 38 voix pour et 7 abstentions :

Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD (2 voix), Monsieur BROSSY, Monsieur VOARINO, Monsieur de FONTMICHEL.